

Espagne 1936 : Révolution Autogestionnaire

EN 1936 EN ESPAGNE ÉCLATAIT LA GUERRE CIVILE, ON LE SAIT. MAIS CE QU'ON IGNORE, OU QU'ON NE VEUT PAS SAVOIR, C'EST QU'EN MÊME TEMPS QU'IL FAISAIT FACE HÉROÏQUEMENT À L'AGRESSION FASCISTE LE PEUPLE ESPAGNOL, ANIMÉ EN PARTICULIER PAR LA C.N.T. ET LA F.A.I., SE LANCAIT DANS UNE RÉVOLUTION AUTOGESTIONNAIRE LA PLUS RADICALE QUE L'ON AIT EUE JUSQU'À NOS JOURS.

AUJOURD'HUI QUE L'AUTOGESTION S'IMPOSE COMME LA SEULE ALTERNATIVE VALABLE AUX SOCIÉTÉS CAPITALISTES ET BUREAUCRATIQUES, NOUS VOULONS RESTITUER GRÂCE A DES DOCUMENTS HISTORIQUES SOUVENT INÉDITS, CE QUE L'ON A TU, DÉFORMÉ OU SCHÉMATISÉ.

CNT-AIT

Espagne 1936 : Révolution Autogestionnaire



COLLECTION REPÈRES

CNT-AIT

**Pour recevoir un exemplaire de notre Combat Syndicaliste,
envoyez vos coordonnées à**

CNT-AIT
7 rue Saint Remesy
31000 Toulouse
Tel/fax : 05 61 52 86 48

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

Le texte de cette brochure est à l'origine le commentaire d'un diaporama sur la Révolution espagnole.

SOMMAIRE

Vers la révolution	p. 3
Les milices	p. 7
L'autogestion industrielle	p. 8
Métallurgie	p. 10
Industrie du bois	p. 11
Transports de Barcelone	p. 12
Alimentation	p. 14
"Le bref été de l'anarchie"	p. 15
L'éducation	p. 16
La santé	p. 17
La presse	p. 18
Les collectivités agraires	p. 19
Collectivité de Monzon	p. 20
Collectivité de Calanda	p. 21
La guerre	p. 24
La contre-révolution	p. 26

VERS LA REVOLUTION

En 1931, l'Espagne compte 24 millions d'habitants. Près de la moitié ne savent ni lire, ni écrire.

C'est un pays essentiellement agricole ; 52%, de la population active se consacre à l'agriculture. Ce monde rural vit encore dans des structures sociales archaïques.

Tandis que 50.000 gros propriétaires possèdent la moitié des terres cultivées, 2 millions de paysans se partagent 10 % du sol.

L'industrie, principalement concentrée en Catalogne, emploie 2 millions d'ouvriers. Les principaux secteurs de cette industrie, aussi développée que ses homologues européennes, sont entre les mains du capital étranger : américain, allemand, anglais, belge ou français.

L'Eglise rassemble 80.000 prêtres, moines et religieuses. Elle contrôle l'enseignement et d'importants secteurs de la vie économique et sociale.

L'armée est le second pilier de la société espagnole. Avec ses 15.000 officiers, sa fonction est d'entretenir sur le budget de l'Etat, les fils de l'aristocratie et de préparer la guerre civile prochaine.

Le budget sert encore à entretenir 64.000 agents des différents corps de police essentiellement chargés de réprimer toute remise en cause de l'ordre social.

Pour mener la lutte contre ces forces d'oppression, différentes forces combattives se sont organisées :

- Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol créé en 1888,
- Le Parti Communiste créé en 1921,
- Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM) fondé en 1935 par des Marxistes-léninistes non Staliniens.

Le mouvement ouvrier pour sa part s'est organisé depuis 1870 dans la Fédération Régionale Espagnole, section de la Première Internationale qu'animent les militants libertaires.

Cette fédération donnera naissance à deux organisations

syndicales :

- l'Union Générale des Travailleurs de tendance socialiste se détache en 1888. Tombée sous l'influence du P.S.O.E., elle défend des positions réformistes.

- la Confédération Nationale du Travail se crée en 1910, Elle rassemble l'héritage de l'Association Internationale des Travailleurs et adopte les thèses anarcho-syndicalistes. Pour les anarcho-syndicalistes ce sont les travailleurs eux-mêmes qui, par l'action directe et la pratique de la solidarité, doivent s'émanciper de l'exploitation capitaliste et de l'oppression étatique. Ils proposent de réorganiser la société sur les bases du communisme libertaire, c'est-à-dire la libre fédération des individus ayant réalisé la collectivisation de la production et s'appuyant sur cet idéal proclamé Par Ricardo Mella :

« La liberté comme base, l'égalité comme moyen, fa fraternité comme but. »

La C.N.T. est la cible constante de la répression. Elle est interdite dès 1911 et passe à la clandestinité jusqu'en 1914. Mais son influence va croissant en dépit de l'assassinat de son secrétaire général Evello Boal, de Salvador Segui, ainsi que de centaines de militants anonymes.

L'instauration de la dictature par Primo de Rivera en 1923 contraint à nouveau la C.N.T. à la clandestinité et ce jusqu'en 1931.

Pendant la dictature, en 1927, s'est créée la Fédération Anarchiste Ibérique (F.A.I.). Et en 1932, au début de la République apparaît la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires.

Dans le journal "ABC" du 27 décembre 1934 les monarchistes classent ainsi leurs adversaires :

- C.N.T. 1 577 000 adhérents.
- U.G.T. 1 444 000 adhérents.
- P.S.O.E. 200 000 adhérents.
- P.C.E. 13 000 adhérents.

A l'abdication d'Alphonse XIII en 1931, la proclamation de la République est accueillie avec enthousiasme.

Pour certains c'était la solution à tous les problèmes de la société espagnole.

En réalité le nouveau régime ne satisfait aucune des aspirations populaires.

Un exemple avec la Réforme Agraire qui était le thème électo-

TRES FRENTES DE LUCHA

FRENTE DE GUERRA
Los obreros, con las armas en la mano, convertidos en ejército popular potente y disciplinado, batan al fascismo nacional e internacional. ¡Luchad con energía, con decisión, con indomable voluntad de vencer! De nuestra lucha y de nuestra victoria dependen la paz y la libertad del mundo.

FRENTE DE TRABAJO
En las fábricas, en las minas, en los campos, en los talleres, el proletariado organizado trabaja para asegurar el triunfo de los combatientes y las conquistas económicas del movimiento liberador. ¡Trabajad con fe, con fervor, con entusiasmo, sin contar las horas que se dan para la guerra y para la revolución!

FRENTE DE CULTURA
Junto a las trincheras, en las que los hombres dan su vida por la revolución; junto al frente del trabajo, donde los productores estructuran la nueva sociedad, ved los libros, las escuelas, la perspectiva ilimitada del saber humano puesta al alcance de todos los cerebros. ¡leed, estudiad, cultivad vuestras mentes, preparad vuestras almas, capacitaos para realizar la gran obra transformadora de nuestra revolución, que inaugura una nueva era en el mundo!

C.N.T.

La riposte ouvrière déjouera en partie ces plans.

Parmi les très nombreuses victimes, Camilo Berneri, assassiné par les staliniens, est un des hommes les plus lucides de cette période troublée. Il écrit dans « Guerra di classe » :

« Le dilemme guerre ou révolution n'a plus aucun sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou victoire contre Franco par la guerre révolutionnaire, ou défaite. »

Au terme de cette présentation de l'œuvre constructive de la révolution espagnole, il convient de rappeler ce que furent les paroles finales du Congrès de Saragosse qui continue d'être la plus claire expression de la pensée de la Confédération Nationale du Travail :

« Ici se termine notre travail, mais avant d'y mettre le point final, nous estimons devoir insister, en cette heure historique, sur le fait que cette analyse puisse être interprétée comme quelque chose de définitif, une règle restrictive aux tâches constructives du prolétariat révolutionnaire. La prétention de cette commission est bien plus modeste. Elle se contenterait que le Congrès y voit l'esquisse de ce que le prolétariat devra mener à bien, un point de départ de l'humanité jusqu'à sa pleine libération. Que tous ceux qui se sentent l'intelligence, l'audace et la capacité suffisante améliorent notre œuvre. »

FIN ?

ral majeur des républicains : une loi de redistribution des terres inoccupées est bien votée en 1932 mais elle reste pratiquement lettre morte.

Et quand les paysans, las d'attendre, passent à l'Action Directe, comme à Casas Viejas en Andalousie en janvier 1933, la garde civile, maintenant républicaine, réprime avec la brutalité coutumière.

No votar !

A la veille des élections de 1933 la C.N.T. lance le mot d'ordre : « *Ne votez pas, préparez-vous à la Révolution Sociale* », en ajoutant : « *Si la droite l'emporte aux élections, c'est dans la rue que doit être déclenchée la lutte décisive.* » La droite l'emporte: la Confédération assume ses responsabilités et déclenche un soulèvement armé en Aragon. Celui-ci est réprimé avec la sauvagerie habituelle.

Lorsque les fascistes de la C.E.D.A. entrent au gouvernement, le 5 octobre 1934, la C.N.T. et l'U.G.T. unies sous le sigle « Union des Frères Prolétaires » déclenchent l'insurrection aux Asturies.

C'est la légion que l'on envoie seconder la garde civile contre les travailleurs, et pourtant ceux-ci résistent jusqu'au 13 octobre. Mais le bilan est lourd : 3.000 tués, 7.000 blessés et plus de 40.000 emprisonnés.

En prévision des élections de 1936 les partis de gauche s'unissent dans un Front Populaire. Pour le mouvement libertaire le seul enjeu est la libération des 30.000 prisonniers politiques victimes des insurrections précédentes : 90% d'entre eux sont en effet anarcho-syndicalistes.

Ainsi pour la première fois la C.N.T. ne lance pas son mot d'ordre : « NE VOTEZ PAS ! » Et certains de ses militants, pour la première et la dernière fois de leur vie, vont aller voter.

La gauche l'emporte.

La, foule attend devant la prison de Barcelone la sortie des prisonniers, car le Front Populaire a promis leur libération. Les prisonniers sont libérés, mais on est sans illusion sur les manœuvres politiques, et la lutte reprend.

En mai 1936, la C.N.T., tient un Congrès National à Saragosse. Sont présents : 649 délégués représentant 982 syndicats. On élabore les conceptions de la C.N.T. sur le COMMUNISME LIBERTAIRE.

Communismo Libertario

Face à la montée des luttes, la réaction, essentiellement militaire et phalangiste, entreprend la préparation d'un coup d'État, véritable contre-révolution préventive.

José Antonio Primo de Rivera, chef de la Phalange, les généraux Mola, Franco et Goded se préparent à balayer une république coupable à leurs yeux de ne pas contenir le mouvement révolutionnaire.

Aux Cortés, le monarchiste Calvo Sotelo déclare: « *Si le fascisme c'est l'ordre, je suis fasciste.* »

Pour la C.N.T. le dilemme est clair : ou fascisme ou révolution.

Le 18 juillet, le soulèvement des militaires et des fascistes triomphe au Maroc, à Burgos, à Séville, à Saragosse...

Mais l'essentiel des combats va se dérouler à Barcelone.

Accion Directa

Le 19 juillet, le Comité de la C.N.T, proclame :

« Peuple de Catalogne

Alerte ! Sois sur le pied de guerre. Le moment d'agir est venu.

Nous avons passé des mois et des mois à faire la critique du fascisme, à signaler ses tares, à répéter que le peuple devait faire front et se dresser en armes au moment où la noire réaction d'Espagne tenterait d'imposer sa repoussante dictature.

Peuple de Catalogne, ce moment est arrivé !

La réaction : militaires, civils, curés et grande banque, harmonieusement unis, ont déchaîné la subversion tendant à implanter le fascisme en Espagne au moyen de la dictature militaire. Nous, représentation authentique de la Confédération Nationale du Travail en Catalogne, conséquents avec notre trajectoire révolutionnaire et antifasciste, nous ne pouvons hésiter en ces moments graves, en ces moments d'action. Indépendamment de ce qu'il conviendra de faire sur le plan national, en Catalogne, la C.N.T. lance le mot d'ordre concret et radical de grève générale révolutionnaire dès l'instant que quelqu'un se soulèvera. Notre position est bien établie et nous vous informons que notre mot d'ordre sera dès lors communiqué très rapidement.

Nous rappelons que personne ne doit suivre un mot d'ordre ne venant pas du Comité, seule manière d'éviter l'irréparable. Nous traversons des moments pleins de gravité. Nous devons agir avec énergie, fermeté et tous ensemble.

Que personne ne s'isole ! Gardez le contact !

C'est le moment de rester en état d'alerte et d'être prêts à agir. Le fas-

« Dans un pays comme l'Espagne, la classe ouvrière et le peuple tout entier ont pour tâche immédiate et urgente, la seule tâche possible - et tous les récents appels du Parti Communiste le répètent et le prouvent - non de réaliser la révolution socialiste, mais de défendre, consolider et développer la Révolution démocratique bourgeoise. »

En France, « Le Populaire » organe de la S.F.I.O., déclare le 27 novembre 1936:

« *Une fois le fascisme écrasé il est possible que la FAI et la CNT anarcho-syndicaliste continuent à lutter pour réaliser leur programme social. Mais dans ce cas-là, le bloc socialo-communiste s'y apposerait.* »

Mais si l'on doit dénoncer l'ensemble des partis au pouvoir dans le camp républicain pour avoir saboté, puis agressé la révolution, il ne faut pas taire les erreurs du mouvement libertaire.

Déjà le 20 juillet, lorsque la C.N.T. laisse sur pied à Barcelone le fantôme d'un pouvoir politique frappé d'impuissance, et que, soucieuse de créer un front antifasciste, elle organise avec les divers groupes de la gauche le Comité des Milices, elle se condamne, à plus ou moins long terme, à devoir pactiser ou collaborer.

La collaboration gouvernementale et la militarisation des milices ainsi que le décret de collectivisation promulgué par le gouvernement catalan pour récupérer, autant que possible, un mouvement qui lui échappe totalement, sont les temps forts de l'avance de la contre-révolution:

L'abandon des principes libertaires ira loin ! Il y aura en Espagne des ministres anarchistes ! Et aussi des généraux, des lieutenants et des caporaux anarchistes. Même si les conditions de la guerre expliquent bien des choses, elles ne peuvent quand même pas tout justifier ...

Au sein de la C.N.T. naissait alors la contradiction : faire d'une part la révolution dans les usines et les campagnes et, d'autre part, collaborer à plus ou moins grande échelle avec les restes du pouvoir politique républicain, en s'égarant ainsi dans la contre-révolution.

Le pouvoir, pensant avoir neutralisé la principale force ouvrière, pouvait envisager d'en finir avec la révolution. Les communistes, rouage essentiel de ce pouvoir et maîtres de l'appareil policier, se sentent alors suffisamment appuyés pour provoquer les affrontements armés de mai 1937 à Barcelone et l'intervention des troupes de Lister contre les collectivités agraires d'Aragon, en application d'une politique planifiée depuis Moscou comme en témoigne la « Pravda » du 16 décembre 1936 :

« En Catalogne, l'élimination des trotskystes et des anarcho-syndicalistes est commencée ; elle sera menée avec la même énergie qu'en URSS. »

LA CONTRE-REVOLUTION

Le 19 juillet 1936, l'État espagnol, réduit à l'impuissance par le coup d'État franquiste et la riposte ouvrière, s'est effondré. Sans plus se préoccuper de lui, le prolétariat espagnol prend en main son propre avenir et, nous l'avons montré, édifie une société nouvelle.

Cependant, dans l'ombre, les dirigeants d'hier, d'abord isolés et débordés par l'initiative populaire, continuent à tisser le réseau des règlements, des obligations, des interdictions et des censures. En un mot, sous la houlette du principal parti de gauche, le Parti Socialiste, dont le chef Largo Caballero est prêt à tous les opportunismes, le monde de la politique, les Alvarez del Vayo, les Prieto, etc., tentent de reconstruire l'État.

Mais il leur manque ce sans quoi on ne peut s'attaquer au mouvement révolutionnaire : la force. C'est l'U.R.S.S., par l'intermédiaire du P.C. espagnol, qui la leur fournira.

Très vite, à la restauration de la bureaucratie administrative des socialistes et de leurs alliés va s'ajouter la puissance militaire des communistes.

S'appuyant sur le chantage à l'aide militaire soviétique, et sur une distribution très sélective de l'armement, ils vont accéder aux plus hauts postes de la hiérarchie militaire républicaine, tout en proclamant, bien entendu, les nécessités de l'unité.

Le développement de ce parti correspond à l'entrée dans ses rangs de toute la petite bourgeoisie coincée dans le camp républicain et qui ne sait politiquement à quel saint ou à quel diable se vouer. Fidèle reflet de sa représentation sociologique, sa politique sera ouvertement petite-bourgeoise, comme le démontrent ses déclarations. En 1937 pour Santiago Carrillo, alors secrétaire général des jeunesses socialistes unifiées, la révolution est impossible en Espagne parce qu'elle ne se développe pas selon le schéma soviétique. Il déclare :

« Il n'est pas besoin que nous disions comment, dans le seul pays du monde qui a fait la révolution, l'Union Soviétique, c'est après neuf ans de pouvoir prolétarien qu'on a commencé à collectiviser la terre. Comment allons-nous faire ici, en pleine république démocratique, ce qu'a fait l'Union Soviétique après neuf ans de pouvoir ouvrier ? Nous disons que notre ligne, et pour longtemps encore, est la ligne de la défense du petit paysan, de la défense des intérêts légitimes des petits propriétaires ruraux. »

Le 4 août 1936 André Marty, membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, déclare, quant à lui :

cisme s'est rendu maître de la ville de Séville. Un soulèvement s'est déclaré à Cordoue. Le Nord de l'Afrique est dominé par le fascisme. Nous, peuple de Catalogne, soyons sur le pied de guerre, prêts à agir: que chacun occupe son poste de combat maintenant que nous sommes face à l'ennemi. Qu'il n'y ait pas de dépenses inutiles d'énergie, ni de luttes fratricides. Luttons de tout notre cœur et gardons l'arme sous le bras, prêts pour le combat...

Celui qui s'abstient trahit la cause libératrice du peuple.

Vive la C.N.T.! Vive le Communisme Libéraire !

Face au fascisme, grève générale révolutionnaire ! »

L'affrontement direct entre l'armée et le peuple en armes s'est achevé par la déroute des militaires.

Mais la C.N.T. a payé un lourd tribut, Francisco Ascaso est mort devant la caserne d'Atarazanas où l'assaut était donné. Avec lui sont tombés des milliers de militants anonymes et courageux.

Les généraux vaincus, Goded et Buriel, sont jugés, condamnés à mort et seront fusillés.

Une image symbolique: la révolution commence avec la destruction de la prison de femmes de Barcelone.

LES MILICES

La joie du triomphe à Barcelone ne fait pas oublier l'échec à Saragosse. Au vu de la carence du pouvoir républicain qui n'a plus d'armée opérationnelle, le peuple une nouvelle fois prend l'initiative.

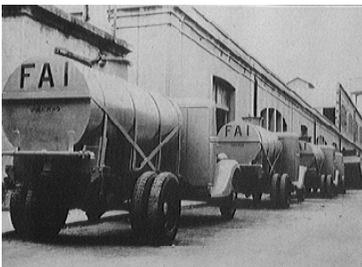
Dès le 24 juillet, Buenaventura Durruti sort de Barcelone avec une colonne de volontaires dans le but de délivrer l'Aragon du joug fasciste.

Ces travailleurs, soldats volontaires en habits de travail, sans décorations, obéissant aux responsables qu'ils se sont donnés, disciplinés parce que révolutionnaires conscients, font reculer les fascistes. La colonne Durruti libère Lérida, Fraga, Penella, Bujarotz, Osera et arrive aux portes de Saragosse. Les autres colonnes confédérales luttent devant Huesca et Teruel. Il convient de signaler que les milices réussirent ce que jamais l'armée régulière ne put faire, c'est-à-dire gagner du terrain sur les fascistes. Les militants de la C.N.T.-F.A.I., volontaires des milices, luttent d'abord pour abattre le vieux monde des aristocrates et des capitalistes,

des militaires et des curés, et pour ouvrir les portes à la révolution sociale, au communisme libertaire, comme en témoignent ces mots de Durruti:

« Je suis satisfait de ma colonne. Mes camarades sont bien équipés et, quand l'heure vient, tout fonctionne comme une bonne machine. Je ne veux pas dire par là qu'ils cessent d'être des hommes. Non, nos camarades sur le front savent pour qui et pour quoi ils luttent. Ils se sentent révolutionnaires. Ils ne luttent pas pour la défense de nouvelles lois plus ou moins promises, mais pour la conquête du monde, des usines, des ateliers, des moyens de transports, de leur pain, de la culture nouvelle. Ils savent que leur vie dépend du triomphe.

Nous faisons, et ceci est mon opinion, parce que les circonstances l'exigent ainsi, la révolution et la guerre en même temps. Les mesures révolutionnaires ne se prennent pas uniquement à Barcelone, mais aussi depuis les lignes de feu. Dans tous les villages dont nous nous emparons, nous commençons à développer la révolution. C'est le meilleur de notre guerre et quand je pense à elle, je me rends compte davantage de ma responsabilité. Depuis les premières lignes jusqu'à Barcelone, il n'y a que des combattants pour notre cause. Tous travaillent pour la guerre et la révolution. »



L'AUTOGESTION INDUSTRIELLE

La emancipacion de los trabajadores sera obra de los trabajadores mismos.

La révolution sociale qui se développe dans le sillage de la guerre, en Espagne, à partir de juillet 1936, réalise pleinement le grand principe de la Première Internationale :

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Ce sont les principes libertaires qui s'imposent, c'est-à-dire que les décisions viennent de la base ; en l'occurrence ce sont les syndicats qui, dans les entreprises, dans les Fédérations d'industries s'emparent des moyens de production et décident de leur nouvelle utilisation.

En juillet 1936 la révolution suit immédiatement la victoire.

tionnaire italien ne peuvent être comparés aux 10 à 12.000 combattants antifascistes des Brigades Internationales. Et Mussolini envoie en Espagne en plus de ses soldats, des canons, des tanks, et plus de 700 avions...

L'aide du gouvernement nazi d'Allemagne, pour être moins important, n'en sera pas moins tout aussi efficace, sinon plus. Les 10.000 hommes de la Légion Condor sont de véritables techniciens de la guerre moderne. Les expériences de bombardement de terreur qu'ils réaliseront à Guernica, Madrid et Barcelone sont le prélude aux massacres qu'ils commettront quelques années plus tard à Prague, Varsovie, Londres ou Leningrad.

Il est clair cependant que l'Union Soviétique a aidé le camp républicain. Mais ses 2.000 techniciens n'ont à aucun moment permis de renverser le cours de la guerre. En revanche, ils ont alimenté en permanence la contre-révolution. Et la République a payé le maigre matériel soviétique avec 510 tonnes d'or, soit les secondes réserves d'or du monde à l'époque !

Sur tous les fronts - et mis à part quelques triomphes spectaculaires comme ceux de Guadalajara et Teruel - les troupes républicaines reculent constamment, en dépit de l'héroïsme permanent des soldats et des miliciens.

Avant d'être assassiné par les agents staliniens en mai 1937 à Barcelone, l'anarchiste Camilo Berneri, déclarait :

« Aujourd'hui, la guerre est dans le ciel de Madrid. Demain elle sera dans celui de Barcelone ; après-demain, elle sera dans celui de Paris. La guerre européenne a recommencé, bien qu'elle n'ait pas été déclarée. Ce sont les avions et les aviateurs de l'Italie de Mussolini et de l'Allemagne de Hitler qui assassinent et bombardent Madrid. »

A l'arrière, les femmes et les enfants souffrent les horreurs de la guerre avec la bénédiction de la sainte église apostolique et romaine en la personne de Pie XII qui déclare :

« Dieu a voulu paix et victoire en Espagne... Aux prosélytes de l'athéisme matérialiste de notre époque, l'Espagne a hautement démontré que les valeurs éternelles de la religion et de l'esprit dominant tout... » !



médecine et la pharmacie comme les tomates et le vin, le logement et les vêtements comme les loisirs.

- Quelles ont été les autres réalisations de la collectivité ?

- On organisa des réfectoires collectifs, d'abord pour les célibataires et les personnes âgées puis pour tous ceux qui voulaient y manger.

Dans un ancien couvent dominicain transformé, on installa le groupe scolaire Francisco Ferrer où travaillaient 19 enseignants et qui était fréquenté par 1.200 élèves. Auparavant seuls 6 instituteurs s'occupaient de 450 enfants à l'Ecole Nationale.

- Quel a été le rôle des femmes ?

- Les femmes, animées par le groupe de « Femmes Libres », participèrent activement à la collectivité.

- S'est-on aussi soucié des loisirs ?

- En guise d'animation culturelle il existait un cinéma, et un groupe théâtral ; de plus la villa de Bumuel donnant sur le Guadalupe, avec sa pinède, sa piscine et sa bibliothèque, fut transformée en centre de loisir idéal.

- Dans quelles circonstances la collectivité a-t-elle pris fin ?

- A l'arrivée des troupes franquistes de nombreux collectivistes, aussi bien enfants que vieillards, furent victimes de la vengeance des oppresseurs de toujours. Plus d'une centaine furent fusillés. Parmi eux Ramon Cobo, Tomas Pérez, Francisca Gascon, Ramon Ferrer et Juan José Deler. Mais l'ensemble de la collectivité avait été évacué en mars 1938. C'est une caravane de 2.500 personnes, 50 charrettes et 72 attelages et 1 troupeau de 3.000 moutons qui sortit du village. Un an après il fallait passer les Pyrénées vers la France.

LA GUERRE

La guerre civile est en réalité la lutte du peuple espagnol contre le fascisme international. Déjà le 28 juillet ce sont les avions de Hitler et de Mussolini qui permettent aux troupes de Franco de franchir le détroit de Gibraltar. Face à la politique de non-intervention - en réalité à la lâcheté et aux intérêts des pays soi-disant démocratiques, notamment la France et l'Angleterre - le fascisme n'hésite pas à aider massivement les généraux factieux. Les prétendus volontaires italiens forment en réalité une véritable armée avec commandement propre et matériel moderne. Les 70.000 hommes du corps expédi-

Parce qu'il faut équiper les milices, des usines métallurgiques comme la Vulcano reprennent, sans attendre, leur activité ; parce que la vie ne saurait s'interrompre, les tramways de Barcelone roulent dès le 29 juillet.

Les patrons et la plupart des ingénieurs et techniciens, généralement compromis avec les fascistes, ont été écartés ou se sont enfuis.

Les syndicats, principalement la C.N.T., s'emparent des entreprises; en général on fait une place à l'U.G.T. pourtant minoritaire en Catalogne et en Aragon.

L'assemblée générale des travailleurs décide de la nouvelle organisation sociale. On élit un comité d'entreprise parmi les travailleurs, chargé de gérer la production. On s'emploie à améliorer la vie collective : diminution des heures de travail, augmentation de salaire, assurance maladie, garantie d'une retraite, et ce, tout en perfectionnant les conditions de travail et d'hygiène. On se préoccupe même de l'avenir en créant des laboratoires de recherche.

Les situations sont cependant bien diverses. Dans certains secteurs où la C.N.T. est particulièrement puissante, les ouvriers administrent toute une branche industrielle, depuis la matière première jusqu'à la vente du produit fini. Il s'agit alors d'une socialisation. C'est le cas de l'industrie du verre à Valence.

Parfois les travailleurs ne gèrent qu'une seule entreprise, on parle alors de collectivisation, c'est le cas des produits chimiques Mensa. Il peut se faire que l'ancien patron, parce que républicain fidèle, reste en place. Il est alors soumis au strict contrôle d'un Conseil Ouvrier élu par les travailleurs comme l'entreprise José Pal ou le café bar Pilar de Valence. Enfin dans certaines villes où la Confédération est particulièrement puissante et où toutes les entreprises sont collectivisées, c'est la Fédération locale des syndicats qui organise la vie nouvelle, comme à Alcoy dans le Levant.

Les conditions imposées par la guerre civile rendront difficile le développement de l'industrie collectivisée, par manque de matières premières, de capitaux, de techniciens... C'est pourtant cette industrie aux mains des travailleurs qui a permis à l'Espagne républicaine de vivre.

S'appuyant sur les idées libertaires, des travailleurs ont été capables d'assurer la production sans chef et sans discipline imposée, ils

ont pris leur sort en main en votant les décisions importantes en assemblée générale, ont travaillé non plus pour l'enrichissement d'un patron mais pour le bien de tous.

Les COLLECTIVISATIONS ont pu être jugées comme des expériences limitées si on considère le but : la création d'une SOCIÉTÉ SOCIALISTE ET LIBERTAIRE. Reste que les travailleurs espagnols ont réalisé l'AUTOGESTION au sens propre : la gestion directe des entreprises et des services par les ouvriers eux-mêmes, avec une ampleur quantitative et un espace de temps significatifs.

Nous allons donner un aperçu de cette oeuvre à travers des documents, des textes d'époque, des témoignages de survivants ayant participé à la révolution.

Nous avons été contraints de faire des choix, on ne peut parler de tout, et moins encore dans les détails. Mais dans cette esquisse nous avons voulu montrer que l'autogestion espagnole englobe l'ensemble de la vie sociale.

L'industrie métallurgique a, sans conteste, été un des secteurs-clé de la révolution.



Métallurgie collectivisée

Aux difficultés inhérentes à la prise en main par les ouvriers d'un secteur aussi technique de l'économie s'est jointe la nécessité de transformer la presque totalité de la production en industrie de guerre.

A l'occasion de cette reconversion, les ouvriers vont faire la preuve de leur capacité créatrice. Tant du point de vue de la technologie que de celui de l'organisation et alors que les ingénieurs et les patrons sont partis, les collectivités vont démontrer la faculté d'adaptation et l'efficacité, même sur le plan purement économique, de la collectivisation.

Par exemple à Barcelone, « La Vulcano » qui occupe 520 ouvriers est réquisitionnée dès le 22 juillet, et prise en mains par le comité C. N.T.-U.G.T. Elle oriente sa production vers l'équipement des milices.

utilisées puisque tous les produits étaient gratuits.

Par exemple, après avoir fait l'inventaire des ressources en viande, on en attribua X kilos par personne (collectiviste ou non), le surplus étant destiné au front. Tout fut virtuellement réquisitionné. Le cadastre et les titres de propriété disparurent.

Pendant la première période, la gestion de la collectivité se confondait avec celle de la commune et il y avait pour son administration le comité révolutionnaire.

Dans la seconde période, la collectivité révolutionnaire avait un Conseil avec deux secrétaires permanents, Pedro Arino, fusillé par les fascistes à Valence en 1939, et moi-même.

Cette administration continuait à remplacer dans les faits celle du syndicat et celle de la municipalité, mais toutes les décisions se prenaient lors des assemblées générales ordinaires hebdomadaires, ou lors d'assemblées extraordinaires.

- Quelles relations aviez-vous avec les autres collectivités ?

- On entretenait de nombreux rapports avec les collectivités voisines et l'on projeta de créer une fédération des collectivités de la vallée du Guadalupe pour coordonner l'exploitation forestière et minière, l'agriculture, l'élevage et l'industrie. Des relations fréquentes s'établirent avec les collectivités proches de la frontière française, et avec d'autres où l'on pouvait se procurer tracteurs, machines, batteuses, tissus et chaussures ; les règlements se faisaient sous la forme de l'échange.

- Comment s'organisait la production ?

- D'une manière générale la culture et la production suivaient des objectifs préétablis et planifiés. Mais dans la pratique chaque groupe de 8 hommes organisait son travail à sa guise tout en restant en contact avec le responsable de l'agriculture, ou des magasins.

Il ne fut pas nécessaire de construire de nouvelles maisons puisque l'on occupait celles des bourgeois. Par contre on poursuivit la construction de la route Calanda-Mas de las Matas, et l'on rasa un quartier du centre avec le projet d'y créer une place, un jardin et un centre de culture populaire. On projetait aussi d'étendre considérablement le système d'irrigation et la superficie irrigable.

Grâce au travail collectif, et en dépit du fait que 300 hommes de Calanda, les plus valides, se battaient au front, la superficie travaillée augmenta, ainsi que les rendements, et ce avec moins d'heures de travail.

- Comment payait-on les travailleurs ?

- Comme on avait aboli la monnaie, il n'y avait pas de salaire. On répartissait les produits sur une base familiale. Tout était gratuit, la

26 juillet, les milices de Catalogne chassèrent les fascistes et on nomma un Comité Révolutionnaire composé de 4 membres de la C.N.T. et de 2 membres de la Gauche Républicaine, le seul parti antifasciste existant. On décida alors de proclamer le Communisme Libértaire, en laissant, bien entendu, la possibilité aux individualistes de continuer à vivre comme auparavant. Mais sur les 5.000 habitants de Calanda, moins d'une dizaine peut-être restèrent à l'écart de la collectivité.

Calanda vécut ainsi libre jusqu'en août 1937, date à laquelle les troupes du bolchevique Lister vinrent détruire l'oeuvre réalisée.

Pendant deux mois, le village connut alors la contrainte et la répression. Pourtant en octobre 1937, 2.500 habitants de Calanda constituaient une seconde collectivité. Elle vécut jusqu'en mars 1938, quand les troupes de Franco envahirent la région.

Ainsi la collectivité de Calanda connut deux périodes. Pendant la première, je me trouvais au front mais en gardant toujours des contacts avec le syndicat. Dans la seconde période, je fus élu secrétaire du conseil d'administration.

- Quelle était la situation économique de Calanda ?

- Chaque famille de Calanda possédait quelques terres, mais en fait le village était entre les mains d'une douzaine de grands propriétaires comme le comte de Forton, marquis de Valdeguerrero, ou les Bunuei. De nombreux ouvriers agricoles louaient leurs bras pour la culture des céréales, des légumes, ou la récolte des olives.

L'industrie n'était pas absente avec 14 moulins à huile, 3 moulins à grain, et anciennement des ateliers de tissage, plusieurs fabriques de plâtre, des carrières, forges et ateliers de menuiserie... Mais l'industrie la plus importante était celle des poteries.

- Et la vie politique ?

- Calanda avait toujours connu une vie politique agitée. Depuis 1931 les travailleurs quant à eux étaient rassemblés dans le syndicat C.N.T. comptant 800 adhérents : dissous après les événements de 1933, il revit le jour en février 1936.

Sous la République les bourgeois appartenaient à la CEDA ; la Gauche Républicaine pour sa part rassemblait une vingtaine de militants, c'est à dire très peu.

Ce sont les militants de la C.N.T. qui furent les principaux artisans de l'oeuvre révolutionnaire, en plein accord avec l'ensemble de la population.

- Comment s'organisa et fonctionna la collectivité ?

- La collectivité hérita de tout : des terres, des bâtiments, des machines et véhicules ; même des banques. Mais celles-ci ne furent pas

A la "Girona" qui occupe 1.500 travailleurs, l'ancienne direction est restée en place mais elle est soumise au comité de contrôle des syndicats qui a imposé la semaine de 40 heures et une augmentation de salaire de 15 %. On y fabrique maintenant des camions blindés.

L'entreprise « Hispano Suiza » de 1.400 travailleurs située à San Andrés, Barcelone, est saisie par les syndicats dès le mois de juillet 1936. Elle est dirigée par un comité d'entreprise où sont représentées toutes les sections, dont une section d'ingénieurs.

L'entreprise s'est adaptée au ravitaillement des milices et produit essentiellement des camions blindés et des grenades.



L'industrie du bois de Barcelone

Cette très importante industrie a compté à Barcelone de 7 à 10.000 personnes.

La socialisation des ateliers s'est traduite dans les premiers jours après le 19 juillet par la fermeture des plus insalubres et le regroupement d'un certain nombre d'autres de manière à avoir des locaux grands et spacieux. Si certains petits ateliers, sur le moment, sont restés indépendants ils vont, en général, s'intégrer à l'ensemble du mouvement.

Dans cette période, le travail s'est organisé de manière spontanée... Les ouvriers enthousiastes, rejoints parfois dans leurs ateliers par les patrons déçus, élisent comme technicien un des leurs, reconnu tant pour ses capacités techniques que morales. Hernandez, menuisier de Séville, sera président du bois socialisé. Un autre ouvrier fait fonction de délégué auprès du syndicat. Un conseil économique représentait l'organisation auprès de l'industrie du bois.

Toute cette organisation s'appuyait sur les assemblées générales souveraines.

L'industrie du bois continue les fabrications classiques telles que meubles, barques et tonneaux mais rapidement et sans arrêter ces travaux, les exigences de la guerre ont imposé de manière prioritaire la réalisation de baraquements, d'emballages, de crosses, etc... Un petit laboratoire a même été créé pour étudier de nouveaux produits, notamment des colles et des vernis.

Les difficultés d'approvisionnement ont imposé la recherche de nouveaux matériaux et de nouvelles techniques; c'est ainsi que le platane remplace l'okoumé de manière satisfaisante dans la réalisa-

tion du contre-plaqué.

Le bois à Barcelone, c'est tout un secteur de l'économie qui est socialisé puisqu'on y trouve aussi bien l'ébéniste que le bûcheron, le menuisier que le vendeur de meubles.

Les relations avec les autres secteurs de l'économie se font de manière préférentielle par échange : produits finis contre vivres des collectivités agraires ; -toutefois certains approvisionnements se font encore sous forme commerciale.

La concurrence notamment avec l'industrie socialisée du bois de Valence est pratiquement éliminée, chacun produit un type et une qualité de meubles bien déterminés.

Comme preuve de l'extraordinaire capacité, créatrice des travailleurs du bois, il faut signaler un projet d'école professionnelle dont les locaux ont été effectivement construits. On peut signaler également la réalisation de la piscine du syndicat et de bibliothèques, exemples significatifs des efforts de tous pour changer radicalement de mode de vie.

La journée de 8 h est la règle et les salaires ont été unifiés. Dans ces conditions d'organisation rationnelle du travail, d'enthousiasme et de fraternité, il n'est pas étonnant que la production augmente de manière notable, double et parfois même triple.

Il ne s'agit nullement de cacher cependant les difficultés et même les antagonismes entre membres ou sections qui sont nés de différences d'appréciation sur la marche à suivre, mais le bon sens a toujours pris le dessus dans ces moments difficiles. Les principales difficultés ont pour origine la politique du gouvernement catalan qui tente de freiner le développement de la socialisation.



Les transports de Barcelone

A Barcelone, l'ensemble des moyens de transports se trouvent dès juillet 1936 aux mains des travailleurs : les tramways, les autobus, le métro comme les taxis, et l'ensemble des chemins de fer de Catalogne.

C'est la C.N.T. qui prend l'initiative de la Collectivisation, A la société des tramways elle compte 3.322 affiliés sur 3.442 employés, mais l'on fait aussi une place à l'U.G.T., par exemple dans les che-

de consommation, composé de délégués issus de la base et révocables à tout instant. En outre existaient un délégué à l'agriculture et un autre à l'approvisionnement, avec les mêmes prérogatives. Néanmoins, Il fallut souvent improviser.

Le patrimoine était composé des terres apportées par les membres et par celles des fascistes en fuite.

La collectivité était divisée en 22 sections de travail dont la plus importante était l'agriculture ; la solidarité entre groupes était évidemment pratiquée.

L'assemblée générale était souveraine et se réunissait une fois par semaine normalement. Dans le cadre du canton, les 32 collectivités se réunissaient périodiquement pour débattre des problèmes généraux : un comité siégeant à Binefar (province de Huesca) coordonnait leurs relations.

Les échanges avec l'extérieur étaient payés en monnaie officielle, mais le reste fonctionnait grâce au troc.

La journée de travail était de 8 heures pour tous, et le salaire familial :

5 pesetas par jour pour tout célibataire, homme ou femme ;

9 pesetas par jour pour un couple ;

3,5 pesetas par jour par enfant de moins de 14 ans ou une personne âgée ;

4 pesetas par jour par enfant de plus de 14 ans ;

avec en plus le bénéfice de la médecine gratuite pour tous.

La contribution à l'effort de guerre fut le départ volontaire de la majorité des jeunes pour le front, la création d'un atelier de fabrication de bouteilles incendiaires et l'envoi de trains de ravitaillement gratuits.



Collectivité de Calanda

(Province de Teruel en Aragon)

(Entrevue de Miguel Celma qui fut secrétaire du Conseil d'Administration de la collectivité).

- Comment se déroula le 19 juillet à Calanda ?

- Le 19 juillet, pour réagir au soulèvement fasciste, les militants de la C.N.T. descendirent dans la rue et restèrent maîtres de la ville pendant 3 jours. Le 22, les troupes fascistes occupèrent Calanda. Le

lurent réaliser « l'Idéal ». Cela ira de la suppression totale de l'argent et la prise sur le tas au système des bons de producteur donnant droit à tel ou tel produit.

Le plus souvent va s'imposer l'étape de la monnaie locale, non capitalisable parce que volontairement éphémère. Parfois, on a recours à la notion de salaire familial proportionnel non plus au travail fourni mais aux besoins (le nombre de bouches à nourrir).

Un système fréquent de réduction de la circulation monétaire est la gratuité totale des services (en particulier médicaux). C'est alors la collectivité et non l'individu qui règle les frais.

Pour l'exportation hors de la collectivité on comprend rapidement la nécessité de s'unir en Fédérations (Aragon, Levant, etc.) où une caisse de compensation assure l'équilibre entre collectivités riches et collectivités en difficulté.

C'est ainsi que la Fédération des Collectivités du Levant exporte les oranges vers la Suède, comme en témoignent les étiquettes utilisant l'emblème de la C.N.T. et l'affiche de la Colonne de Fer de Valence.

Parmi ces milliers de collectivités, attardons-nous sur quelques exemples.



Collectivité de Monzon

Jose Porquet, trésorier du Conseil d'Administration de la Collectivité de Monzon rapporte :

La Collectivité de Monzon (Aragon, province de Huesca), constituée en 1936 avec près de 450, personnes fut détruite en mars 1938 par l'arrivée des fascistes.

Le 19 juillet, après une réunion des camarades de la C.N.T., la ville fut occupée et le soulèvement de la garde civile empêché. Par la suite, les habitants participèrent au mouvement de libération du canton. Le mois d'octobre 1936 vit la création de la collectivité proprement dite à l'initiative de la C.N.T.

Composée essentiellement de paysans, la collectivité créa toute l'infrastructure nécessaire à sa complète indépendance. Elle ne regroupa de prime abord que les convaincus qui espéraient fortement attirer les autres par l'exemplarité de leurs rapports et de leurs travaux.

Rapidement, il se créa un conseil administratif de production et

mins de fer.

Comme dans les autres entreprises collectivisées ce sont les assemblées générales de travailleurs qui prennent les décisions. Elles ont lieu deux fois par mois chez les cheminots. On y élit parmi les travailleurs un comité d'administration. Il compte six membres au métro, sept aux tramways, huit aux chemins de fer. Il y a d'autres responsables désignés par leurs camarades au niveau des ateliers et des dépôts. C'est le cas dans les 123 gares du réseau de chemin de fer de Catalogne.

Les travailleurs réalisent les améliorations pour lesquelles ils avaient longuement lutté. On augmente les salaires en maintenant pour objectif l'unification et on instaure la semaine de 40 h. En général on travaille plus pour suppléer à l'absence des camarades qui sont sur les fronts. Aux tramways et aux autobus, on embauche de nouveaux travailleurs.

Partout on améliore les conditions de travail et d'hygiène. On veille à une meilleure protection sociale ; par exemple aux tramways on instaure la retraite à soixante ans avec un versement uniforme et le salaire intégral pour le travailleur malade.

On envisage l'avenir dans le sens d'une amélioration du service public. Les travailleurs des tramways prolongent des lignes, on envisage l'électrification dans les chemins de fer et les travailleurs du métro mettent au point un nouveau type de motrice. Pour leur part, les travailleurs des autobus instaurent la gratuité du transport pour les écoliers.

La pratique de la solidarité est générale. D'abord envers les camarades qui luttent sur les fronts, mais aussi envers les autres sections du syndicat des transports ; par exemple le Syndicat des Tramways, plus prospère, soutient les sections qui souffrent de la guerre. Et quand c'est possible on apporte une aide aux collectivités agraires. Les travailleurs du métro ont, quant à eux, transformé la spacieuse villa de l'ancien directeur en maison de repos. On s'y occupe de 25 petits réfugiés de Madrid pris en charge par la collectivité.

Les 700 tramways peints en noir et rouge, couleurs de la C.N.T.-F. A.I., qui sillonnèrent Barcelone jusqu'aux premiers bombardements fascistes de 1938, ont été, aux yeux de tous, la preuve de la capacité gestionnaire des travailleurs des transports,



L'alimentation

En ce qui concerne le ravitaillement des grandes villes, voyons ce qu'ont fait les travailleurs de l'Industrie Alimentaire.

A Barcelone, dès le 19 juillet, la C.N.T. a pris la direction de 39 grandes entreprises alimentaires qui, pour la plupart, furent converties en restaurants à prix modérés et un restaurant populaire à prix fixe fut créé.

Ce sont les travailleurs de l'industrie alimentaire qui ont pris en main l'approvisionnement des grandes villes, comme par exemple au marché central de Barcelone.

La brasserie "Dam"-Barcelone

Les travailleurs de "Dam" se sont emparés de l'entreprise en juillet 1936. Les dirigeants et techniciens ayant abandonné leurs postes, les 610 ouvriers de la brasserie, membres de la C.N.T., réorganisent l'usine en nommant un conseil d'entreprise de 9 camarades et de 5 sections techniques..

Les salaires ont été unifiés et augmentés, on compte Instaurer le salaire familial. Tous les travailleurs jouissent maintenant de l'assurance médicale et l'on a établi la retraite à 60 ans.

On a acheté du matériel nouveau pour améliorer la production. On a installé dans les locaux de l'usine une bibliothèque, une salle de sports et un réfectoire.

Pour se procurer l'orge nécessaire à l'élaboration de la bière on est en relation avec les collectivités paysannes à qui l'on fournit la semence.

Avec les bénéfices réalisés les travailleurs de Damm assurent le salaire d'une centaine de camarades miliciens luttant au front, et ils versent plus de 2.000 pesetas par semaine aux milices auxquelles ils ont remis deux des meilleurs camions de l'usine.

L'industrie socialisée du lait (d'après le témoignage de José Capellas)

Le fascisme sitôt vaincu, les travailleurs purent se lancer dans le processus révolutionnaire de la socialisation d'une branche alors entre les mains d'un grand nombre de petits propriétaires, et de quelques grandes entreprises dont la multinationale suisse Nestlé.

Au moment de la socialisation de l'industrie, la préoccupation es-



LES COLLECTIVITES AGRAIRES

Le coup d'État militaire épaulé par le fascisme européen et l'incurie du gouvernement laissent en suspens le sort de l'Espagne. Mais dans les campagnes, la vie ne peut s'arrêter. En juillet 1936, il faut rentrer les récoltes, s'occuper des terres abandonnées par les grands propriétaires factieux.

Devant la défaite du pouvoir -dans les villages le plus souvent à l'initiative des militants de la C.N.T. - la population va développer le Communisme Libertaire. On s'empare des terres abandonnées, les paysans volontaires rassemblent leurs outils, leur bétail, et l'on organise le travail collectivement. Les conditions de vie de chacun s'en trouvent améliorées, la production augmente grâce au défrichement et à l'irrigation de nouvelles terres ou par leur exploitation plus rationnelle. La gestion collective des bénéfices permet des réalisations du type : hôpital, école, canaux d'irrigation, etc...

Ce sont des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, prenant leur sort en main, vont vivre ce que l'on appelle Communisme Libertaire, autogestion, socialisme.

On compte 350 collectivités en Catalogne, 500 au Levant, 450 en Aragon (où 75% des terres sont collectivisées), 240 en Nouvelle Castille. Il y en eut aussi dans l'Extremadura et en Andalousie. Chacune a ses caractéristiques, car les décisions sont prises par les assemblées générales des collectivistes.

Le Communisme Libertaire tel qu'on le conçoit en 1936 suppose l'abolition de la monnaie. Il est prévu alors de remplacer le salaire par un carnet de producteur et d'organiser l'écoulement des productions sous forme d'échange comme cela apparaît dans le journal «Campo ».

Les circonstances particulières de la Révolution espagnole, le maintien d'une structure étatique et d'un secteur privé vont imposer, parallèlement à l'échange, le maintien d'une monnaie dans les collectivités urbaines. Par contre, à la campagne, maintes collectivités vou-

peut constater que tous les centres de soins étaient équipés d'appareils médicaux ultramodernes.

- L'hôpital du peuple : rue Provenza, dans la banlieue de San Martin. Ce centre a été érigé sur l'emplacement d'un couvent. Il regroupe toutes les spécialités médicales.

Dans ces deux quartiers populaires, les installations sanitaires étaient inexistantes auparavant.

- L'institut de Puériculture et de Maternité " Louise Michel " : édifié par le Syndicat de la Construction, il s'occupe des enfants de 2 mois à 4 ans aussi bien du point de vue médical que psychologique. Les femmes enceintes étaient éduquées au sein de ce même centre. On y a créé également une école confédérale de puéricultrices.

LA PRESSE

La presse du Mouvement Libertaire a toujours été abondante et diverse en Espagne. Dans un pays sous-alphabétisé où l'Église monopolise l'éducation, elle constitue un instrument populaire de formation contre l'idéologie du pouvoir. En dépit d'une répression sévère surgissent des revues culturelles, des journaux politiques, les feuilles des syndicats.

En 1936 la presse devient le flambeau de la révolution.

Avec ses grands quotidiens :

- A Madrid : «CNT».

- A Valence : « Fragua Social » et « Nosotros ».

- A Barcelone : « Solidaridad Obrera » et « Catalunya », ainsi que le journal de la F.A.I. : « Tierra y Liberta. ».

Ses journaux syndicaux :

- " Horizontes Nuevos », pour le Syndicat de l'industrie chimique.

- « Martillo », pour le Syndicat de la Métallurgie.

- « Cultura Ferroviaria », pour le Syndicat des Chemins de Fer.

- « Gastronomía », pour le Syndicat de l'Alimentation.

- « Luz y Fuerza », pour le Syndicat des eaux, gaz et électricité.

Les secteurs collectivisés eux-mêmes diffusent leurs réalisations dans des revues :

- « Sintesis », pour l'Entreprise OROS collectivisée;

- « Hoy » pour l'Industrie socialisée du Bois, de Barcelone.

Et partout où c'est possible dans villes et villages, on prend la parole...

essentielle des ouvriers fut de fournir au peuple de Barcelone un produit de qualité dans les meilleures conditions d'hygiène, alors qu'auparavant les patrons ne se souciaient que de leur profit. Pour améliorer la situation, on créa 7 usines de réfrigération et de pasteurisation ultramodernes situées sur les lieux de production, ainsi qu'un système moderne de mise en bouteilles. Pour le transport du lait, la collectivité acheta 24 camions citernes isothermiques, alors uniques en Europe. Dans une ferme achetée par la collectivité, la ferme Germinal, une unité de production laitière moderne fut créée.

Toutes ces améliorations et modernisations coûtèrent à l'industrie socialisée plus de 7 millions de pesetas, mais elles ne furent possibles que grâce à l'enthousiasme des travailleurs et à leur volonté d'aller de l'avant. De plus, ceux-ci soutinrent financièrement les milices en lutte contre le fascisme, et d'autres collectivités défavorisées par le manque de matières premières.

Dans l'industrie socialisée du lait, les assemblées générales étaient souveraines et elles éalisaient les camarades responsables. Par exemple, c'est au cours d'une assemblée générale que l'on décida de créer un salaire égal pour tous. Lors d'une autre, on rejeta le décret de collectivisation de la Généralité de Catalogne [le gouvernement], considérant qu'il s'agissait d'encadrer et de contrôler la collectivisation dans un modèle étatique.

On peut dire que l'industrie socialisée, depuis le lieu de production, la ferme, en passant par le conditionnement et le transport jusqu'au lieu de consommation, la ville, continua d'assurer le ravitaillement de Barcelone jusqu'aux derniers jours de la guerre et cela bien qu'elle fut totalement en marge de la légalité

«LE BREF ETE DE L'ANARCHIE»

En dépit de leurs efforts et de leur enthousiasme, les militants révolutionnaires -- à mesure que la guerre se prolonge - souffrent les attaques de la contre-révolution, constatent l'isolement du peuple espagnol et voient sous leurs yeux triompher le fascisme.

C'est pour cela que le premier anniversaire du 19 juillet comme auparavant l'enterrement de Durruti marquent, par la ferveur populaire qui les a accompagnés, le désir de se rapprocher par le souvenir des journées de révolution triomphale, quand tout était encore possible.

L'ÉDUCATION

--- Conseil L'École Nouvelle Unifiée ---

La transformation révolutionnaire ne touche pas seulement les rapports de production, elle vise encore à satisfaire des besoins aussi essentiels que l'école et la santé.

Le C.E.N.U., créé le 21 juillet 1936 a été l'organe central de la révolution pédagogique qui ne manqua pas d'accompagner la révolution sociale qui se déroulait dans les usines et les campagnes.

Composé de 4 délégués de la C.N.T., 4 délégués de l'U.G.T. et 4 professeurs nommés par le département de la culture de la Généralité de Catalogne, le C.E.N.U., se heurta rapidement à une difficulté fondamentale : avant de rénover de fond en comble la pédagogie, il fallait s'occuper de la simple scolarisation des enfants. On a déjà signalé qu'en 1931, 47 % de la population est analphabète. En 1936, la situation n'a pas beaucoup évolué. C'est pour cela que le C.E.N.U. crée immédiatement des groupes scolaires : écoles neuves construites par les syndicats du bâtiment, ou couvents et villas réquisitionnés dans les faubourgs résidentiels des grandes villes. Grâce à ces initiatives, de juillet 36 à juillet 37, le nombre des enfants scolarisés à Barcelone passe de 34.431 à 116.846. Parallèlement à cet aspect quantitatif se manifeste également un aspect, qualitatif : on n'accueille dans chaque groupe scolaire qu'un nombre réduit d'enfants, en met l'accent sur le contact de l'enfant avec la nature...

Sur un plan plus spécifiquement pédagogique, la théorie de l'École Moderne de Francisco Ferrer Guardia (fusillé en 1909 avec quatre de ses compagnons) fut acceptée comme base sans la considérer, néanmoins, comme un dogme indépasseable.

Francisco Ferrer parle :

« Notre enseignement n'accepte ni les dogmes ni les habitudes, parce que ce sont des formes qui emprisonnent la vitalité mentale dans les limites imposées par les exigences de phases transitoires de l'évolution sociale. Nous ne diffuserons que des solutions démontrées par des faits, des théories ratifiées par la raison et des vérités confirmées par des preuves certaines. L'objet de notre enseignement est que le cerveau de l'individu soit l'instrument de sa volonté... Il n'accepte ni les dogmes, ni les systèmes, ces moules qui réduisent la vitalité à la mesure des exigences d'une société transitoire qui tend à être définitive. Nous voulons des hommes capables de détruire, de rénover sans cesse leurs moyens d'action et de se transformer eux-mêmes ; des hommes dont l'indépendance intellectuelle soit la force essentielle, qui ne soient enchaînés à rien, toujours prêts à accepter le progrès, heureux du triomphe

des idées nouvelles, aspirant à vivre des vies multiples en une seule vie. »

Puig Elias, président du C.E.N.U., et militant de la C.N.T., repousse en partie l'importance exagérée que l'on donne à la raison dans l'École moderne et propose un cadre pédagogique original dans lesquelles interviennent équitablement la raison et la sensibilité en excluant, bien entendu, tout dogmatisme, qu'il soit religieux ou «révolutionnaire » entre guillemets.

Cette remarque n'est pas superflue quand on sait l'utilisation que certains ont faite de l'enfance. Les révolutionnaires quant à eux mettent en garde contre tout endoctrinement, tout uniforme : « N'empoisonnez pas l'enfance ».

Ce que prétendait le C.E.N.U. c'était, ni plus ni moins, d'en finir avec le conditionnement moutonnier des enfants, et créer un instrument de développement et de formation pour les hommes dans la société révolutionnaire.

L'absence d'un personnel formé que ne pouvaient remplacer totalement des ouvriers autodidactes pleins d'enthousiasme, mais surtout les progrès de la contre-révolution et l'avance des fascistes sur les fronts gâchèrent en partie ce magnifique élan.

LA SANTE

En Espagne avant 36, la situation sanitaire était déplorable et en particulier la mortalité infantile était très élevée.

Les problèmes sanitaires allaient être compliqués par les conséquences de la guerre.

Des jalons avaient cependant été posés avant juillet 36, notamment par des médecins sympathisants qui donnaient des conférences dans les centres ouvriers. Le syndicat des services sanitaires apparut en septembre 36.

En un an seulement, à Barcelone, six nouveaux hôpitaux sont créés.

Les tarifs des consultations et des opérations sont fixés et contrôlés par le syndicat de la Santé.

Nous allons donner 3 exemples concrets des réalisations en ce domaine à Barcelone :

- L'hôpital du sang : il a été reconstruit dans le quartier de Pueblo Nuevo par le syndicat de la construction. Il était entièrement régi par le syndicat de la santé. Cet hôpital recueille surtout, vu les circonstances, les blessés qui ne cessent d'affluer au cours des combats. On